



**Message du "Département des affaires étrangères du FDLP" aux parties mondiales sur le plan d'annexion**

**L'annexion est le stade le plus élevé et le plus dangereux de l'occupation, nécessitant une résistance au niveau local et une condamnation et une punition au niveau international.**

Chers membres des partis politiques et des organisations populaires mondiales, Chers collègues des cadres internationaux de la société, des médias, des droits de l'homme et du travail,

Nous vous adressons les salutations de la Palestine résistante et inébranlable, qui se tient fermement sur sa terre face au génocide infligé à son peuple dans toute la Palestine historique. Nous attirons votre attention sur le plan d'annexion sioniste, qui est devenu une stratégie officielle de l'entité occupante. Ce plan est mis en œuvre quotidiennement sous les yeux de la communauté internationale sans qu'il ne fasse l'objet des positions et des outils internationaux décisifs et efficaces qu'il justifie.

**Chers camarades,**

Outre les crimes de guerre et les massacres quotidiens commis à Gaza sous l'œil des caméras et retransmis en direct, un autre crime se déroule depuis quelque temps dans les territoires palestiniens occupés (la Cisjordanie et Jérusalem-Est). Tout cela se déroule dans l'inaction et le silence de la communauté internationale, ce qui ne fait qu'encourager Israël à poursuivre son crime connu sous le nom de "plan d'annexion". Ce plan s'accompagne d'efforts américains visant à légitimer l'utilisation du terme "Judée et Samarie", la terminologie préférée des Israéliens, enracinée dans les mythes sionistes et les fabrications historiques, plutôt que le terme internationalement reconnu de "Cisjordanie occupée", qui inclut Jérusalem et est considérée comme une terre palestinienne occupée en vertu des résolutions internationales. La dernière en date est la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies de septembre, qui déclare que "la présence d'Israël dans le territoire palestinien occupé est illégale et doit cesser".

Les pays occidentaux sont pleinement conscients de la gravité et du danger du plan d'annexion. Ils comprennent également que l'occupation est passée d'une occupation coloniale de la Cisjordanie à un projet de colonisation visant à annexer de vastes étendues de terres en Cisjordanie et à y imposer la souveraineté israélienne. L'annexion va au-delà de l'occupation ; c'est le stade le plus extrême et le plus dangereux que l'occupation puisse atteindre. Ce processus avance progressivement et stratégiquement, évitant les confrontations brutales avec les Palestiniens tout en servant les intérêts et les objectifs tactiques d'Israël.

Le danger de l'annexion à ce stade réside dans le fait qu'elle est devenue la stratégie officielle qui guide l'action d'Israël. Toutes les mesures et décisions, qu'elles soient militaires ou "civiles", prises en Cisjordanie s'aligneront sur ce plan. Plus précisément, l'approche israélienne de la Cisjordanie et de Jérusalem dans la phase à venir se concentrera sur la préparation de l'infrastructure pour faciliter le processus d'annexion. Pendant ce temps, certaines parties internationales continuent de discuter de la soi-disant "solution à deux États", considérant le plan comme une extension des politiques d'occupation traditionnelles ou comme quelque chose qui ne modifie pas fondamentalement la nature du conflit. En conséquence, leur réponse se limite à une opposition nominale et à des condamnations superficielles qui ne parviennent pas aux oreilles des dirigeants israéliens.

Ces positions sont alimentées par des analyses erronées suggérant que l'annexion sera limitée à de petites zones, minimisant la menace du plan pour apaiser l'opinion publique. Toutefois, les réalités du terrain confirment que le plan d'annexion englobera l'ensemble de la Cisjordanie dans toutes les directions. Par exemple, lorsqu'Israël annexe des colonies, il prend effectivement le contrôle de toutes les villes environnantes et interconnectées. En outre, les points de passage, les routes de contournement près des colonies et les zones dites militaires resteront sous contrôle israélien. Concrètement, cela signifie qu'Israël se dirige vers l'annexion de toutes les terres de Cisjordanie, tout en tenant compte de la densité actuelle de la population palestinienne, qui dépasse de loin la population des colons (environ 145 colonies abritant approximativement 800 000 colons contre environ 3,5 millions de Palestiniens).

De nombreux éléments indiquent que l'annonce officielle du plan d'annexion approche. Différents scénarios sont discutés quant à la méthode et au calendrier de cette annonce. Toutefois, l'examen des rapports publiés dans les médias israéliens révèle qu'elle comportera une série d'éléments et d'étapes clés :

1. Le transfert des pouvoirs de l'armée israélienne aux autorités civiles contrôlées par les dirigeants des colons, avec le soutien direct des ministres et des hauts fonctionnaires de l'armée et du gouvernement, conduira à la transition des responsabilités d'une autorité d'occupation à une autorité civile chargée de faire respecter le droit israélien. Ce processus a déjà commencé au cours des derniers mois.

2. Le reclassement de certaines zones de Cisjordanie de la zone B à la zone C, imposant un contrôle israélien total sur ces zones, est en contradiction directe avec les accords d'Oslo. Les organes administratifs palestiniens peuvent conserver des rôles fonctionnels limités, mais ne disposent d'aucune autorité sécuritaire, militaire ou souveraine sur ces régions. Ces régions comprennent la vallée du Jourdain, les colonies et leurs environs, ainsi que les zones adjacentes au mur de séparation. Des mesures graduelles seront également mises en œuvre pour déplacer les Palestiniens vivant dans la zone C, soit par le biais d'incitations financières, soit en appliquant des pressions sécuritaires, militaires et administratives.

3. Des budgets massifs sont alloués à la construction de colonies en Cisjordanie. Les médias israéliens indiquent que le gouvernement israélien d'extrême droite s'adresse à de riches donateurs juifs aux États-Unis et en Europe pour financer des projets de colonisation à grande échelle qui seront annoncés ultérieurement.

4. Fournir un soutien militaire aux groupes de colons sous le prétexte d'assurer leur sécurité. La distribution d'armes aux colons de Cisjordanie est devenue l'une des principales préoccupations de certains ministres du gouvernement israélien. Selon les données disponibles, les colons possèdent aujourd'hui environ un million d'armes à feu, ce qui est considérable par rapport à la taille de leur population.

5. Promulguer des lois et des ordres militaires émanant de différents ministères afin d'intensifier les restrictions imposées aux Palestiniens, notamment en démolissant des maisons et en interdisant la construction. Pendant ce temps, les colons juifs sont encouragés à construire et se voient offrir des incitations à s'installer en Cisjordanie.

6. Pour rendre impossible la création d'un État palestinien souverain sur son territoire, Israël ne se contentera pas d'annexer certaines terres palestiniennes. Dans le cadre du plan d'annexion, Israël a l'intention de diviser la Cisjordanie en plus de 170 zones isolées et déconnectées les unes des autres. Ce concept de fragmentation a déjà été discuté lors de la signature des accords d'Oslo, avec des propositions comparant la Cisjordanie à des bantoustans.

Quelles que soient les positions internationales, notamment celles des pays occidentaux complices des plans israéliens par leur silence et leur partenariat, le plan d'annexion se poursuit comme prévu. Même si elle est retardée ou ralentie pour des raisons tactiques, sa mise en œuvre suit le cadre

stratégique qu'Israël poursuit depuis la Nakba en imposant des faits sur le terrain, tant pour le peuple palestinien que pour le monde. Cette approche n'est pas un processus en une seule phase, mais consiste plutôt en des étapes graduelles qui construisent collectivement la structure stratégique complète du plan d'annexion - ce que l'on appelle "l'annexion graduelle".

Pour toutes ces raisons, nous répétons que les pays occidentaux font preuve d'hypocrisie politique lorsqu'ils prétendent soutenir la soi-disant "solution à deux États" tout en critiquant les plans israéliens en Cisjordanie qui violent la légitimité et le droit internationaux. Ils fournissent à Israël tous les moyens de faire la guerre, de tuer et d'agresser, tout en n'imposant que des sanctions minimales à une poignée d'individus. Pendant ce temps, les dirigeants de l'extrémisme et du fascisme en Israël poursuivent leurs plans sans se laisser décourager par les positions occidentales ou les critiques des organisations internationales.

Le mouvement national palestinien reste dans une phase de libération nationale, ce qui signifie que la tâche actuelle du peuple palestinien et de ses forces politiques et populaires est de résister à l'occupant et à son infrastructure par toutes les formes de lutte disponibles. Cela nécessite le soutien des peuples épris de liberté dans le monde entier. C'est pourquoi nous nous adressons à vous au nom du "Département des affaires étrangères du Front démocratique de libération de la Palestine", en exhortant les partis politiques, les cadres sociétaux, les institutions, les syndicats et les faiseurs d'opinion à soutenir notre peuple dans sa résistance pour contrecarrer le plan d'annexion. Tout comme nous avons ensemble mis en échec les projets et plans sionistes visant à éliminer la cause palestinienne, nous sommes confiants dans votre soutien à notre peuple et à sa lutte nationale pour vivre librement sur sa terre, libéré de l'occupation - une occupation dont l'existence sur notre terre reste totalement inacceptable et nécessite une résistance sous toutes ses formes.

**Front démocratique pour la libération de la Palestine**  
**- Département des affaires étrangères -**  
**décembre 2024**